



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1629>

Cinq mois de diversion putschiste... Cinq mois de condamnation et de rejet de la junte : Alors qui dit mieux ?



Date de mise en ligne : dimanche 4 janvier 2009

Union des Forces de Progrès

Cinq mois après le 06 Août 2008, la résistance à l'état d'exception continue toujours plus forte, toujours plus déterminée. Le rejet de la forfaiture grotesque du général se poursuit sans relâche, en dépit du musellement d'une partie de la presse qui a, hélas, succombé à la peur et/ou au charme du lucre, sans compter la presse publique, traditionnellement laudatrice du régime putschiste.

Cinq mois d'incarcération et d'exil du Président démocratiquement élu, n'ont pas pu faire oublier au peuple qu'il doit se battre pour restaurer la légitimité constitutionnelle. Ainsi ni la transfiguration de la constitution- largement plébiscitée en 2007- par la greffe d'un corps étranger dit « charte constitutionnelle », ni les tentatives répétées de récupération du bilan de 15 mois de réalisation du Président Sidi Mohamed O. Cheïkh Abdallahi n'ont pu tromper les populations. Certes le général et ses sous-fifres rivalisent de manoeuvres dilatoires pour embrigader une partie du peuple et enrôler mercantilistes et arrivistes de tout poil. Mais, il est désormais évident, que le nombre des opportunistes sur lesquels ont misé les putschistes est entrain de se réduire comme peau de chagrin, malgré les largesses du général qui n'ont pas épargné les boîtes les plus sensibles de l'Etat.

Cinq mois de règne usurpé par le général démis, rendu nerveux par un rejet national catégorique et un isolement international total, ont mis en exergue les limites intellectuelles du chef de la junte et ses capacités d'appréhension de l'opinion nationale et du monde autour de lui. Ils ont révélé au monde entier sa personnalité à la fois paranoïaque et mégalomane. Ils ont mis à nu ses velléités dictatoriales et surtout son ambition démesurée. Cinq mois au cours desquels le fossoyeur de la légalité offre l'image d'un homme orgueilleux, qui n'a d'oreille que pour les dithyrambes de soi-disant chef d'initiatives de circonstance, suscitées çà et là au gré des humeurs. En fait, c'est un homme prêt à sacrifier le pays tout entier pour garder le pouvoir et en jouir des avantages ; usant de la démagogie comme il respire car il est pressé de se faire une image auprès du petit peuple.

Ainsi Ould Abdel Aziz décide-t-il, par-ci l'achat à et à l'instant même d'un scanneur tout neuf, et le voilà qui se retrouve avec un vétuste et défectueux, acquis à la casse marocaine. Par-là, il donne l'ordre de raser tout un bidonville et de le lotir immédiatement, mais très vite il se rend compte que l'aménagement des terrains ce n'est pas une simple balade à Haye Essakine ou à El Marbatt. Ailleurs, il exige qu'un tronçon de route soit instantanément frayé, bitumé et baptisé. Et le Gaz ? Il en annonce unilatéralement la réduction du prix, sans la moindre concertation avec les commerçants. C'est pourquoi nul ne fut surpris de voir les vendeurs des bonbonnes lui renvoyer la patate chaude. Leur refus de vendre au prix du général était sans appel. Pour lui gérer un pays, c'est penser à une chose, donner un coup de sifflet et l'obtenir. Pas besoin de programme politique, ni d'études stratégiques. Pas besoin de réfléchir ni de discuter avec les spécialistes. Est-ce que c'est vraiment comme ça l'exercice du pouvoir ? Mon général réveille-toi ! gouverner c'est un art et une sagesse consistant à prendre le temps de tout peser avant de décider.

Une chose est certaine : l'appropriation de l'appareil de l'Etat, le culte de la personnalité, l'instrumentalisation des médias, la balkanisation des populations, l'ancrage du clientélisme politique et de la corruption sous toutes ses formes sont les seules véritables réalisations à l'actif du fauteur du 06 Août dernier. Et cela est à l'antipode des véritables attentes de notre peuple lequel aspire à la stabilité, au développement et à l'opulence, après avoir prouvé à l'humanité entière que la Mauritanie est mûre et qu'elle peut bien assumer, à l'instar des nations civilisées, l'ensemble des valeurs démocratique dans tout ce que cela a de positif et d'efficace.

Le peuple mauritanien a découvert, dans ce général, un démagogue patenté dont tous les mensonges sont cousus de fil blanc. Ne prétend-il pas inaugurer de grands chantiers en si peu de temps. Les quels et comment ? Le ciel a-t-il plu d'argent ? Se souvient-il que, lorsque le CMJD remettait le pouvoir au Président de la République fraîchement élu, les caisses de l'Etat étaient quasi-vides ? Les tombeurs de Taya dont il fait partie avaient déjà partagé les deniers publics et mis à plat le trésor sous prétexte de récompense, au grand dam d'un peuple indigent. Cela fut révélé par la presse locale à son risque et péril. Et pendant 15 mois, Le Président Sidi Ould Cheïkh Abdallahi a payé des dettes contractées par ses prédécesseurs. Cela ne l'a pas, néanmoins, empêché de poursuivre l'exécution de

ses nombreux engagements. C'est ainsi que, forte de son aura et de sa crédibilité, la Mauritanie a très vite, d'ailleurs, constitué un important pôle d'attraction pour les investisseurs grâce à sa crédibilité acquise.

L'unité nationale, pierre angulaire du programme social et politique du Président Ould Cheïkh Abdallahi, a connu une évolution significative, éloignant le pays du spectre de la division et de l'instabilité qui a plané sur lui deux décennies durant, menaçant son existence dans un contexte international hostile. Ainsi le retour des réfugiés mauritaniens a-t-il été amorcé avec succès. Et l'esclavage a cessé d'être un tabou grâce au débat suscité autour de sa pratique, puis au vote d'une loi d'incrimination et d'interdiction du fléau à l'unanimité de l'Assemblée Nationale. Certes, beaucoup restait à faire, notamment au niveau de la lutte contre la pauvreté qui a affecté essentiellement cette communauté eu égard à son passé victime de l'exclusion politique, économique et sociale. Mais le coup d'Etat du 06 Août non seulement a stoppé cet élan d'émancipation, il a en a tué le rêve. En effet, la majorité des membres du dit HCE n'ont pas hésité à dire que l'esclavage n'est pas un vrai problème national et qu'il ne constitue pas une priorité. L'épineuse question du passif humanitaire qui était en voie de règlement, n'eût été ce maudit coup d'Etat, est aujourd'hui bloqué.

Ces grands projets sociopolitiques qui préoccupent tant les partis épris d'égalité et de justice sont malheureusement, aujourd'hui, à la merci d'une junte mercantiliste et perverse ; une junte qui n'est autre que l'expression du grand rêve des forces réactionnaires et racistes qui l'ont suscitée. Ould Breidileil, Ould Zamel, Yahya Ould Abdel Ghahar, Mohsine pour ne citer que ceux-ci ! Qui ne s'en rappelle pas ? Ce sont eux le peloton civil de ce putsch désastreux. Ils représentent les figures de proue de l'exclusivisme social et de la gangrène de la division raciale. Le discours chargé de haine et de xénophobie est bien le leur. Ils l'ont exécrablement véhiculé dans leurs nombreuses conférences-débats et forums qu'ils animaient çà et là en tant qu'idéologues de la fronde, au lendemain du discours historiques du Président Sidi Mohamed Ould Cheïkh Abdallahi annonçant le retour des réfugiés, le règlement en perspective du passif humanitaire tout comme la condamnation et l'incrimination des pratiques de l'esclavage.

N'est-ce pas, ce sont ces répréhensibles valeurs sectaires et haineuses qui trouvent aujourd'hui, à travers ce système en place, leur bon chemin d'application à travers des nominations et des poursuites judiciaires ciblées ? C'est, au demeurant cette déraison démentielle, ce néo-nazisme octroyant à un mauritanien des droits supérieurs ou inférieurs à ceux d'un autre mauritanien que nous récusons et nous combattons.

En effet, au-delà de cette poignée de personnes anti-démocratiques, et que le système putschiste est entrain de couronner, tous les mauritaniens sont convaincus que le salut réside dans l'unité et la démocratie dont les fondements ont été lancés par 15 mois de règne du Président élu. La Mauritanie libre, diverse, démocrate ne capitulera pas. Elle restera à jamais attachée à la légitimité constitutionnelle malgré les déploiements de toutes les forces de l'ordre et des chars dans une capitale embastillée. Alors la rencontre orgiaque dite « **Etats généraux de démocratie** » ne changera en rien les choses car elle ne jouit d'aucune légitimité. Ces soi-disant journées sont sous les auspices des putschistes en quête de reconnaissance internationale pour avoir cru imposer le fait accompli aux mauritaniens. Mais qu'il rappelle que « **le chien aboie, la caravane passe.** »

Mr. Ethmane Ould Bidiel